



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité Départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 07/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



PROLOGIS

42 rue Washington

75008 PARIS

Références : E4/22- 2537

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement PROLOGIS France LI implanté Avenue Paul Delouvrier 77550 MOISSY CRAMAYEL. L'inspection a été annoncée le 16/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLOGIS France LI
- Avenue Paul Delouvrier 77550 MOISSY CRAMAYEL
- Code AIOT : 0006501867
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PROLOGIS France LI Eurl est une filiale du groupe PROLOGIS spécialisée dans la création et la gestion d'entrepôts. Ce site anciennement exploité par le groupe PSA PEUGEOT-CITROEN SA est localisé dans la zone industrielle d'Arvigny au sud de la commune de Moissy-Cramayel. Cet entrepôt dénommé « DC1 » est constitué de 12 cellules pour une surface totale d'environ 94 000 m² de surface bâtie.

Il s'agit d'un nouveau bâtiment logistique dédié principalement au stockage de matières combustibles relevant de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitation du site a débuté en août 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques chroniques
- risques accidentels
- action régionale 100 mètres SEVESO

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Modifications	Arrêté Préfectoral du 12/02/2020, article 1,5,1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/02/2020, article 7321	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Ressources en eau	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3212	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 12/02/2020, article 822	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/02/2020, article 823	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des installations	AP Complémentaire du 05/08/2021, article 1.2 .1	/	Sans objet
3	Déchets	AP Complémentaire du 05/08/2021, article 2.1 .3	/	Sans objet
4	Dispositions constructives	AP Complémentaire du 05/08/2021, article 3.1.1.1	/	Sans objet
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/02/2020, article 8.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection note quelques non-conformités dans l'exploitation du site. L'inspection demande à l'exploitant de justifier des éléments ci-après :

- transmettre à monsieur le Préfet de Seine-et-Marne un porter à connaissance comportant notamment l'ensemble des modifications constatées lors de la visite d'inspection,

- transmettre les justificatifs relatifs à la réalisation de l'exercice de défense contre l'incendie,
- justifier que les réserves relatives à la conformité de l'installation de sprinklage et des réseaux enterrés (indiqué dans le rapport du 28/07/2021) ont été levées,
- justifier que les dépassements de valeurs limites maximales de niveaux sonores sont externes à l'établissement et le cas échéant mettre en oeuvre des mesures pour atténuer le bruit,
- transmettre les justificatifs du contrôle des rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2021, article 1.2 .1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Seveso 100m
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées</i> La liste des rubriques est visible en annexe en fin de rapport.
Constats : L'exploitant a présenté un état des marchandises stockées daté du 18/10/2022 ainsi qu'un plan des stockages des différentes rubriques dans les cellules de l'entrepôt. Lors de la visite, seules les rubriques 1510, 4220, 4331, 4441, 4510, 4511, 4320 et 4718 étaient présentes. Les quantités présentes pour chacune de ces rubriques ne dépassent pas les seuils autorisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2020, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, modification des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a fait les constats suivants: <ul style="list-style-type: none">- une zone de stockage automatisée est mise en place dans la cellule 10,- une zone de stockage en racks à accumulation est présente dans la cellule 5,- les allées de racks de la cellule 4 sont désormais parallèles à la façade des quais,- des liquides inflammables de la rubrique 4331 sont stockés dans la cellule 12A,- des articles de la rubrique 4718 sont stockés dans la cellule 12A,- la mezzanine accueillant les bureaux en façade Ouest est prolongée en cellule 7,- les chaudières n'ont pas été installées. <p>L'ensemble de ces éléments ne correspondent pas aux dispositions figurant dans l'article 1.2.3 de l'arrêté des prescriptions complémentaires, relatif à la consistance des installations. L'exploitant n'a pas transmis au préalable de porter à connaissance à cet égard.</p> <p>Au sujet des chaudières, l'exploitant a déclaré qu'il se réserve la possibilité de les mettre en place dans le cas où le système de chauffage bas carbone par géothermie actuellement employé ne serait pas suffisant. En outre, il a transmis un projet de porter à connaissance intégrant notamment ces modifications ainsi que d'autres évolutions projetées pour le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2021, article 2.1 .3
Thème(s) : Risques accidentels, procédure d'information préalable et procédure d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications apportées au procédé industriel à l'origine du déchet. Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.
Constats : Des déchets de cartons et de plastiques sont stockés dans la cellule 6 dédiée à cet effet. Ces déchets de nature constante proviennent des magasins du groupe dont fait partie la société SAMADA. Les entrées et les sorties de déchets sont enregistrées quotidiennement dans une base "access", en vue d'une facturation ultérieure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions constructives
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2021, article 3.1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Une étude technique le démontrant est réalisée avec la construction de l'entrepôt et est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'entrepôt ou entre parties de l'entrepôt, celui-ci vérifie les conditions constructives minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La structure du bâtiment est au minimum stable au feu 1 heure (R60). - Sans préjudice des dispositions de l'article 7.2.2.3, les façades extérieures de l'entrepôt sont construites en matériaux de classe A2 s1 d0. <p>Les façades de l'entrepôt sont en bardage métallique à l'exception des façades nord et sud où des écrans thermiques REI 120 sont mis en place.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des portes de plain-pied sont disposées en façade Sud, Nord, Ouest et Est. - L'entrepôt est compartimenté en 12 cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. - Les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs REI 120. Les cellules présentant une surface d'environ 11 000 m² seront séparées des autres cellules par des murs coupe-feu 4 heures (REI240) Le mur longitudinal séparant les cellules selon l'axe Nord-Sud est de degré 4 heures (REI 240). <p>Le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation. Les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. Les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. Les portes sont doublées pour les murs REI 240 et présentent chacune un classement EI2 120 C.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur. <p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; • ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; • ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être

<p>exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.</p> <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0. Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille). La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0.</p>
<p>Constats : Le bâtiment est constitué d'une structure béton et d'une charpente en bois. L'exploitant a présenté deux études de ruine des éléments constitutifs de ces dispositions constructives.</p> <p>Il a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une attestation ICPE de la société TECHNI PREPA du 06/06/2021 qui atteste de la non-ruine en chaîne de la structure en béton. - une attestation de non-ruine en chaîne de la structure en béton du 02/06/2021 établie par la société AMOCER, - une attestation de la société BRIAND CONSTRUCTION BOIS du 24/11/2020 que la charpente en bois ne favorise pas un effondrement de la structure vers l'extérieur. <p>Il a également fourni:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une attestation ICPE de la société MEDINGER du 14 juin 2021 attestant que les planchers hauts sont de degré coupe-feu 2H et que les degrés coupe-feu des murs correspondent au degré coupe-feu prévu. Des plans, des fiches techniques et des PV de classement au feu sont joints à cette attestation ; - une attestation ICPE de la société MD Construction du 25 mai 2021 attestant de la conformité du degré coupe-feu des murs séparatifs. Des plans et des PV de classement au feu sont également annexés à ce document ; - une attestation ICPE de la société RJ ENTREPRISE du 28 juin 2021 relative à la couverture et au bardage de l'établissement. Des plans et des PV de classement sont joint à ce document ; - une attestation ICPE de la société FIVO du 9 juillet 2021 attestant que les portes coupe-feu respectent les dispositions de l'arrêté préfectoral.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2020, article 7.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, plan de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le chapitre. L'exploitant établit un plan de défense incendie conformément à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. (...) Dans le trimestre qui suit la mise en service, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, renouvelé au moins tous les trois ans. Le personnel est instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et entraîné au maniement des moyens d'intervention et des vannes d'obturation. Les justificatifs de formation/exercice sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a établi un plan d'opération interne qui comporte l'ensemble des dispositions du plan de défense incendie. L'exercice de défense contre l'incendie n'a pas été réalisé. L'exploitant a déclaré que celui-ci était prévu pour le début de l'année 2023. En outre des exercices d'évacuation ont été effectués le 30/06/2022 et le 10/10/2022. De plus, le personnel a suivi une formation "incendie évacuation". A ce titre, la société SAMADA tient un registre du personnel ayant suivi ces formations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Ressources en eau
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2021, article 3.2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : <i>Article 3.2.1.2 Ressources en eau</i></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; • des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt conformément aux règles de l'APSA et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel. Les agents d'extinction des RIA, notamment ceux placés dans la cellule des produits inflammables, sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; • un système d'extinction automatique à eau conforme aux normes NFPA, de type ESFR approprié à la nature des stockages et de l'activité, conçu et installé conformément aux normes en vigueur, alimenté au minimum par une réserve d'eau d'un volume total de 700 m³ ; • une défense extérieure contre l'incendie composée de 11 poteaux incendie implantés en périphérie du bâtiment site et alimentés par le réseau d'eau potable capable de fournir un débit cumulé de 240 m³/h. Le site dispose également de deux réserves incendie de 720 m³ chacune. Ces réserves incendie sont munies de 6 plateformes d'aspiration et fournissent chacune un débit de 240 m³/h. Au total, le site disposera d'une ressource en eau de 2160 m³ minimum sur trois heures. <p>Le réseau assure en toutes circonstances un débit minimal de 240 m³/h en simultané pendant trois heures réparti sur deux appareils hydrauliques de DN 2 x 100 avec un minimum de 120 m³ par hydrant. Chaque hydrant doit présenter individuellement un débit minimum de 120 m³/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars pour les hydrants de DN 2 x 100.</p> <p>Les onze poteaux sont implantés à une distance de 100 mètres au plus d'un accès à l'entrepôt, par les chemins de 1,8 m de large praticables par deux sapeurs-pompiers tirant un dévidoir. L'exploitant veille à garantir l'accès libre à chaque point d'eau incendie en permanence. Chaque aire de stationnement est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 m maximum.</p> <p>Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les extincteurs et les RIA étaient visibles et accessibles.</p> <p>L'exploitant a fourni une attestation du 29/07/2021 de l'installateur CSEI ainsi que le plan de couverture des RIA qui attestent que l'installation est conforme à la Norme NF S 62.201 pour les RIA.</p> <p>Le système d'extinction automatique a également été installé par la société CSEI.</p> <p>L'attestation du 29/07/2021 de cet installateur indique que le système de sprinklage est installé selon la norme NFPA et que la cuve associée à ce système contient un volume de 720 m³.</p> <p>En outre la société SC Engineering a réalisé un audit de conformité du système de sprinklage de l'entrepôt. Dans son rapport du 28/07/2021, il est mentionné que des réserves doivent être levées pour que la protection sprinkler et l'installation du local source sprinkler répondent respectivement aux exigences des NFPA 13 et NFPA 20.</p> <p>De plus, cet audit n'a pas permis de conclure sur la conformité des réseaux enterrés.</p> <p>Enfin, l'exploitant a fourni une attestation ICPE du 29/07/2021 établie par la société MEDINGER, notamment relative aux moyens de défense extérieurs contre l'incendie. Ce document atteste que les poteaux incendie et les réserves d'eau ont été installés suivant les dispositions de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2020, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le contrôle des rejets sera réalisé tous les 3 ans par un organisme indépendant. Il pourra être demandé, si nécessaire, la recherche de paramètres supplémentaires. Les résultats de ces contrôles seront transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires et explications sur les problèmes éventuellement constatés. Le premier contrôle est réalisé sous un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle de rejets atmosphériques. En effet, bien que deux locaux dédiés aux installations de la chaufferie aient été prévus dans le dossier de demande d'autorisation environnemental, ils n'ont pas été mis en place. Le bâtiment est actuellement chauffé par un système de pompes à chaleur alimentées par géothermie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2020, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure des niveaux sonores en limite de propriété, ainsi qu'une mesure d'émergence dans les zones à émergence réglementée, sera effectuée dans un délai de trois mois à compter de la date de mise en service des installations puis sur demande de l'inspection des installations classées par un organisme ou une personne qualifiée.
Constats : Le contrôle des niveaux sonores a été réalisé du 27 au 29/07/2022 par la société Bureau Véritas. Les mesures révèlent que les limites des niveaux sonores sont dépassées en période nocturne, et émergent vers un des sites voisins du parc logistique PROLOGIS PARK MOISSY II. A ce sujet, l'exploitant a expliqué que les dépassements des niveaux sonores constatés proviennent du site voisin, le bâtiment DC2, qui exerce une activité nocturne. Cela aurait une incidence sur les mesures réalisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2020, article 823
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance des rejets dans le réseau public communal au minimum annuelle. Il pourra être demandé, si nécessaire, la recherche de paramètres supplémentaires. Les résultats de ces contrôles seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Le premier contrôle est réalisé sous un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations.
Constats : Le contrôle des rejets aqueux n'a pas été réalisé depuis le début de l'exploitation du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

ANNEXE: LISTE DES RUBRIQUES APPLICABLES AU SITE

<i>Rubrique</i>	<i>Régime</i>	<i>Libellé de la rubrique (activité)</i>	<i>Description</i>	<i>Volume autorisé</i>
1450-1	A	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t 2. Supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 1 t	Cellule 11	Quantité susceptible d'être stockée 50 tonnes
1510-1	A	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39a de l'annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement	Cellules C1 à C12	Volume global : 1 199 367 m ³
1436-2	DC	Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t (1) à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.	Cellules C1 à C12	Quantité totale susceptible d'être stockée 950 t
1185-2a	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg	Local accolé à l'angle nord-est	Quantité totale susceptible d'être stockée 720 kg de fluide R513A et R410A pour 4 pompes géothermiques et aérodynamiques
2714-2	D	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Cellule C6	Quantité susceptible d'être stockée 999 m ³

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Description	Volume autorisé
2910.A-2	DC	Installations de combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A . Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 1. supérieure ou égale à 20 MW 2. supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	2 chaufferies	Puissance totale sur le site 3 MW
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateurs : La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	4 locaux de charge	1200 kW
4320-2	D	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 150 t 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t Nota : les aérosols inflammables sont classés conformément à la directive 75/324/CEE relative aux générateurs aérosols. Les aérosols « extrêmement inflammables » et « inflammables » de la directive 75/324/CEE correspondent respectivement aux aérosols inflammables des catégories 1 et 2 du règlement (CE) n° 1272/2008.	Cellule C12A	Quantité totale susceptible d'être présente 80 tonnes
4331	DC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Cellule C11	Quantité susceptible d'être stockée 90 tonnes
4510	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Cellules C6, C11 et C12A	Quantité susceptible d'être stockée 50 tonnes
4718-1-b	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables : a. Supérieure ou égale à 35 t b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t	Stockage en extérieur au Nord du Site dans un abri Grillagé dédié	Quantité totale susceptible d'être présente 18 tonnes

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Description	Volume autorisé
4741-2	DC	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t	Cellules C6, C11 et C12A	Quantité susceptible d'être présente 40 tonnes
1511	NC	Entrepôts exclusivement frigorifiques	Cellules C1, C2, C3, C4, C6 C7, C10 et C12 Stockage jusqu'à 8 m	Volume susceptible d'être stocké : 105 054 m ³
1530-1	NC	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 50 000 m ³ ; 2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³ ; 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ .	Cellules C1 à C12 Stockage jusqu'à 12 m	Volume susceptible d'être stocké : 175 090 m ³
1532-2	NC	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	Cellules C1 à C12 Stockage jusqu'à 12 m	Volume susceptible d'être stocké : 175 090 m ³
1630	NC	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t		90 tonnes
2662	NC	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510	Cellules C1 à C12 Stockage jusqu'à 12 m	Volume susceptible d'être stocké : 175 090 m ³
2663-1	NC	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510	Cellules C1 à C12 Stockage jusqu'à 12 m	Volume susceptible d'être stocké : 175 090 m ³
2663-2	NC	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510	Cellules C1 à C12 Stockage jusqu'à 12 m	Volume susceptible d'être stocké : 175 090 m ³

<i>Rubrique</i>	<i>Régime</i>	<i>Libellé de la rubrique (activité)</i>	<i>Description</i>	<i>Volume autorisé</i>
4220	NC	Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public. La quantité équivalente totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 kg 2. Supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure à 500 kg 3. Supérieure ou égale à 30 kg mais inférieure à 100 kg lorsque seuls des produits classés en division de risque 1.3 et 1.4 sont stockés dans l'installation 4. Inférieure à 100 kg dans les autres cas	Cellule C6	Inférieure à 30 kg
4441	NC	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Cellule C11	1,2 tonnes
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	Cellules C6,C11 et C12A	40 tonnes